

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0916 S 89086

**LES INJUSTICES
S'AMPLIFIENT,
AMPLIFIONS
LA LUTTE !**

**/// Mouvement
Social**

**MANIFESTATIONS :
PREMIER BILAN**

**PRIORITES GOUVERNEMENTALES :
LA VERITE PAR LES CHIFFRES**

**GRENOBLE :
DES POLITICIENS COMME LES AUTRES**

**CREATION D'EMPLOIS :
UN BIEN MAUVAIS PRETEXTE**

**LYCÉENS DE BANLIEUE :
DÉPOLITISÉS ? VRAIMENT ?**

/// SOCIÉTÉ /// DANGER, POLICE

/// ET, COMME SI CELA N'ÉTAIT PAS ASSEZ... /// POST MODERNISME /// L'ISLAMOPHOBIE, UNE INVENTION DU COLONIALISME

FRANÇAIS /// REFLEXIONS MILITANTES /// FAUT-IL CONTINUER A VENDRE DE L'ALCOOL DANS LES FÊTES DE SOUTIEN ? /// EDUCATION

ET ANARCHISME /// DEBATS /// ETHNO-REGIONALISME. /// COURRIER : LOGEMENT DES JEUNES /// ESCROQUERIE : PANAMA PAPERS

**2 EUROS /// N°149
AVRIL - MAI 2016**



CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

LES INJUSTICES S'AMPLIFIENT, AMPLIFIONS LA LUTTE

En France, entre 1998 et 2005, les 90 % des salaires les plus faibles n'ont augmenté en moyenne que de 4 %, alors que les 1 % des salaires les plus élevés ont augmenté de 14 %. Dans le même temps, les revenus des capitaux mobiliers ont explosés, progressant de 31 %*1.

Cette évolution n'est pas spécifique à la France. Ainsi, une étude publiée par la Commission européenne montre que la part dévolue à la rémunération du travail dans le PIB*2 ne cesse de diminuer en Europe : entre 1975 et 2008 elle a, par exemple, perdu 12 %. Depuis 2008, en France comme dans le reste du monde, cette tendance ne s'est pas inversée, bien au contraire.

Les patrons et le gouvernement français font donc preuve d'un sacré culot lorsqu'ils affirment que la perte de compétitivité des entreprises françaises (argument avancé, toujours par les mêmes, pour justifier les délocalisations, les fermetures d'usines, les licenciements et enfin l'augmentation du chômage) est due au coût trop élevé (cotisations sociales plus salaires) de la main d'œuvre en France, alors qu'elle est la conséquence directe de la rémunération éhontée du capital.

La duplicité du patronat, du gouvernement et des « partenaires sociaux » dont certains soutiennent, plus ou moins ouvertement, le projet de loi Hollande - Valls - Macron - El Khomri (projet dont l'objectif unique est de comprimer encore plus, par des biais divers, la rémunération des salariés) apparaît ainsi au grand jour. Car, malgré toutes les astuces sémantiques du gouvernement pour cacher son forfait, la loi Hollande - Valls - Macron - El Khomri n'est en réalité qu'un dispositif supplémentaire, une machine de guerre mise en place par le gouvernement pour faire baisser la part du PIB attribuée aux travailleurs, soi-disant dans le but de rendre les entreprises françaises plus compétitives dans la compétition internationale, en réalité pour augmenter la part du PIB confisquée par les propriétaires de ces entreprises.

Pour ceux qui en douteraient encore (intoxiqués par les médias, thuriféraires de l'ordre capitaliste ou « partenaires sociaux » à la solde du patronat), la lutte des classes existe toujours. Elle devient même de plus en plus vive (au niveau mondial, les 1 % des individus les plus riches possèdent en 2015 autant de richesses que les 50 % des gens les plus pauvres). Et la classe la plus riche est, pour reprendre l'expression du milliardaire américain Warren Buffet, en train de remporter la « guerre des classes ». Effectivement, le monde (la France ne fait pas

exception) est de plus en plus inégalitaire, de plus en plus injuste, de plus en plus mortifère. Pour satisfaire son insatiable appétit de richesse et de pouvoir, la classe dominante pille la planète, détruit les équilibres naturels et réduit à la misère des centaines de millions de personnes en les privant de travail ou en leur octroyant des salaires indignes (Salaire moyen en Chine : 450 €/mois ; au Cambodge : 102 €/mois ; en Afrique : 50 €/mois) Le seul avenir que nous propose l'ordre capitaliste est la guerre de tous contre tous, c'est-à-dire un suicide collectif.



VOUS RACONTE
LES PLUS BELLES CONNERIES

Faire reculer le gouvernement, mettre en échec les projets du patronat (rappelons qu'il soutient sans réserve le projet de loi El Khomri et Compagnie), c'est donc mettre un coup d'arrêt au déclin continu, amorcé il y a plusieurs décennies, des droits des travailleurs ici, c'est aussi se battre pour les droits des travailleurs partout.

Il est bon de se souvenir que tous les droits sociaux dont disposent les travailleurs en France, que ce soient les retraites, les congés payés, la sécurité sociale, etc. ont été conquis au prix de luttes longues, difficiles et de beaucoup de souffrances.

En effet, la classe dominante ne recule que lorsqu'elle y est contrainte et forcée et elle essaye sans relâche de reconquérir le terrain perdu, de revenir sur les conquêtes sociales et les droits acquis de haute lutte. Cet affrontement de classe est permanent et la remise en cause actuelle du Code du Travail n'est qu'un nouvel épisode dans cette lutte séculaire.

De la capacité du mouvement social, à faire échouer ce projet dépend notre avenir immédiat. La rapacité des capitalistes est telle que d'autres projets visant à rogner les droits des travailleurs suivront nécessairement. L'avenir que nous réservent les maîtres du monde actuel, si on les laisse faire, est autrement bien sombre pour tous les amoureux de la liberté, de la justice et de l'égalité. Il dépend de nous et de tous les travailleurs du monde entier de les mettre en échec.

__1.- Les hauts revenus en France, Paris School of Economics, 2007 (article de Camille Landais). __2.- PIB : Produit intérieur brut. Somme des richesses (valeurs ajoutées) produite en un an par tous les agents économiques dans un pays.

Mouvement Social 3

Pour autant, les « jeunes » sont très présents. D'abord, dans « la tête » de beaucoup de manifestants (« *Je suis venu défendre l'avenir des jeunes* » a-t-on entendu un peu partout) mais aussi dans les actes : des groupes spontanés de travailleurs, malgré les mots d'ordre de dispersion de leur syndicat, se sont interposés entre les forces du désordre et les manifestants les plus jeunes, pour protéger ces derniers (Toulouse). Et puis, les jeunes sont toujours une force dynamique : « *Le nouveau mouvement lycéen s'est illustré par sa spontanéité, sa détermination et son originalité.* » (Montpellier). « *9h30 : Près de 70 lycées bloqués en région parisienne selon la presse bourgeoise. C'est nettement plus que les précédentes journées !* » (Paris). « *La quasi-totalité des lycées sont désormais bloqués à chaque temps fort du mouvement. Du centre ville à la périphérie, c'est toute une génération qui prend goût à l'école buissonnière et à la révolte.* » (Nantes).

Ces manifestations, si elles ont été multitudinaires, si elles ont eu lieu partout en France, ont connu des « niveaux de protestation » très contrastés d'une ville à l'autre. Le plus souvent, il s'est agi d'une sorte de « force tranquille ». Parfois des accrochages plus ou moins vifs ont eu lieu. Et, dans certains cas, la plus inepte soumission s'est exprimée : ainsi, à Pau, le cortège – gauche, extrême-gauche et libertaires confondus – a défilé sagement derrière une brochette de politicards du coin : « *Nathalie Chabanne, député de la 2e circonscription, les conseillers régionaux Jean-François Blanco, Natalie Francq et Michel Minvielle, et aussi le conseiller départemental Margot Triép-Capdeville et le maire de Billère Jean-Yves Lalanne.* ». Bref, les maîtres devant, le bon peuple derrière, comme le firent les « Benêts rouges » de Bretagne il n'y a pas si longtemps.

La volonté des politiciens de mettre sous tutelle le mouvement social, en prenant la tête des cortèges là où on les a laissé faire, n'est pas la seule manœuvre pour couper l'herbe sous le pied à une force qui pourrait aboutir à de trop fortes remises en cause du système. Les syndicats s'y sont mis, ponctuellement au moins, aussi : « ordre » et « contrordre », c'est bien connu provoquent le « désordre » ou plutôt la démobilisation. Voici un exemple : « *La journée commence un peu plus tard qu'annoncé initialement. Le rendez-vous à 5h30 au dépôt de train SNCF a été annulé la veille. La CGT avait décidé (contrairement au 9 mars) de ne pas appeler au piquet de grève, et Sud Rail avait finalement annulé son appel.* » (Lille).

Anarchosyndicalisme ! n°149 /// Avril - Mai 2016

LA POLICE AVANT LA POLICE... ET APRES

A quoi s'ajoute la volonté de contrôler les cortèges, la sale habitude des « services d'ordre ». A Montpellier, c'est le « SPAM, Service de Protection (tu parles d'une protection !) des Activités Manifestantes » qui tente de quadriller la manif. A Marseille « le cortège jeunesse, sans doute trop remuants à son goût, se fait gazer par le service d'ordre de la CGT ». A Tours, « En plus des flics, la manif était encadrée par deux services d'ordre, l'un composé d'étudiants, l'autre de syndicalistes. Un tel dispositif semblait bien excessif compte tenu de la manière dont se déroulent les manifestations et actions contre la loi Travail à Tours. ».

Le constat est général : pas une manifestation sans que des « petits cerveaux » ne se découvrent une vocation de « gros bras », sans qu'ils constituent une sorte de « police avant la police », qui, d'ailleurs « travaille » main dans la main avec cette dernière.

Sur un terrain ainsi préparé, les « forces de l'ordre » se sont fait un plaisir « d'intervenir », alors que les incidents créés par des manifestants ont été minimes (et souvent même, simplement une réaction aux violences policières). Certes, à Nantes « Une barricade de plus de deux mètres de haut est montée en quelques minutes par plusieurs dizaines de manifestants ». A Rennes, quelques « dizaines de jeunes ont lancé des pierres et des bouteilles en verre sur les forces de l'ordre ». A Rouen, « ... des jeunes, foulard devant le visage, ont jeté des projectiles et allumé des feux de poubelle. » A Montpellier, le « Tramway a été pris d'assaut ». A Toulouse, la police a trouvé – tremblez, bourgeois – des bombes... de peinture.

Bref, il y a eu quelques raptus de colère. Rien à voir cependant avec la casse systématique et organisée que pratiquent, avec une régularité de métronome, nos aimables « exploitants agricoles ». Pour ne donner qu'un seul chiffre – qui est d'ailleurs un chiffre du ministère de l'Intérieur – nos « exploitants agricoles » ont commis « l'exploit », lors de leurs diverses manifestations de début novembre 2014, de provoquer des dégâts pour un total de plus de 70 millions d'euros^{*1}. A 89 euros TTC le container-poubelle de 240 litres (tarif à l'unité)^{*2}, il aurait fallu que les manifestants du 31 mars brûlent exactement 786 516 poubelles pour atteindre le même montant. On en est loin, très loin. Les quelques poubelles brûlées, les quelques vitrines cassées^{*3} sont dérisoires comparées à la dévastation qui accompagne les manifestations type FNSEA. Et pourtant, quelle différence de traitement. Traitement médiatique d'abord^{*4} : alors que les manifestations FNSEA s'accompagnent de reportages pleurnichards sur « Ces pauvres propriétaires terriens qui vivent si mal dans nos campagnes » (comme si les smicards vivaient bien dans leur HLM) et que le terme « casseur » n'est jamais (ou presque jamais) employé à leur encontre quand bien même ils brûlent des portiques, pour les jeunes manifestants du 31 mars, pas de pitié : les incidents sont montés en épingle et ils sont qualifiés de « casseurs » même s'ils n'ont cassé qu'un simple canette de Coca-cola. L'important, pour les médias, ce ne sont pas les faits, c'est tout ce qu'ils peuvent mettre en scène pour faire peur à « la France qui ne manifeste pas » et de diviser ceux qui manifestent.

Traitement policier ensuite : alors que les industriels de

l'agriculture se permettent toutes les exactions qu'ils veulent au nez et à la barbe des « forces de l'ordre », sûrs d'une impunité quasi totale, les manifestants du 31 mars ont été réprimés avec sauvagerie dès qu'ils sont sortis des clous de quelques millimètres (et, parfois, même sans qu'ils en sortent). Et après la police, c'est la justice, qui, sans sa traditionnelle lenteur, a commencé à les « aligner ». Le déchaînement de violence policière, injustifié et inapproprié a été tel que quelques journalistes se sont retrouvés aux urgences, avec, point positif à souligner, un effet direct sur leurs commentaires. Ainsi, Le Nouvel Obs', nous offre-t-il ce titre vengeur : « Manifestation violente ? Les jeunes victimes d'un traitement discriminatoire ». C'est que, si chez le tout-venant, un grand coup de matraque sur la tête provoque la fermeture réflexe des yeux, la physiologie du journaliste offre cette particularité intéressante que ce même grand coup, à l'inverse, lui rend, ainsi qu'à quelques uns de ses congénères, la vue sur la réalité des violences policières.

UNE LAME DE FOND

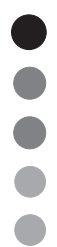
Que retenir de tout cela ? Certainement que nous sommes en face d'une sorte de lame de fond dont on aurait tort de ne pas saisir la puissance. Cette mobilisation massive de travailleurs du privé et du public, montre que ceux qui étaient censés continuer à ne rien comprendre et à garder la tête enfoncée dans le guidon ont compris.

En effet, les centaines de milliers de travailleurs qui se sont mobilisés l'ont fait parce qu'ils ont compris que les discours distillés par le pouvoir (« Modernité contre archaïsme », « Serrez-vous la ceinture, ça ira tellement mieux après », « Ceux qui travaillent pas, c'est qu'ils ne veulent pas travailler », « Il faut alléger les charges des entreprises... ») sont une escroquerie. Ils ont la compréhension sourde (et, hélas, tardive) d'avoir été menés en bateau, depuis longtemps. Beaucoup de ceux qui ont manifesté, s'ils ont voté, l'ont fait pour... Hollande et sa clique. Ils espéraient ainsi se trouver, ne serait-ce qu'un peu, protégés. Ils se voient livrés, pieds et poings liés. Comment ne se sentiraient-ils pas plus que trahis, profondément blessés, humiliés ?

Une partie, moindre, des manifestants perçoit aussi le jeu exact des centrales syndicales, bien tardivement aussi. Elles ne sont plus des mouvements homogènes. Le temps ou toute la CGT suivait comme un seul homme est révolu. Mais, quelle que soit la volonté des militants de terrain, leur détermination, leur honnêteté, le dernier mot reste toujours à la direction, laquelle a pour principal souci ses intérêts. De la capacité des directions syndicales à gérer la crise - en maintenant un savant équilibre entre la colère de la base et les intérêts du pouvoir (d'où, de successifs coups d'accélérateur et de frein) - dépend l'avenir de chaque boutique concurrente et, par voie de conséquence, les carrières personnelles de leurs dirigeants. Et c'est ça qui leur importe le plus.

Il y a donc un fort ressentiment dans la population ouvrière, parmi les salariés en général, mais il y a aussi beaucoup de perplexité et même d'écœurement.

Ressentiment, perplexité, écœurement, c'est la porte ouverte à tout, au meilleur comme au pire.



Le meilleur, de notre point de vue, bien évidemment, c'est le constat que, les idées que développe la CNT-AIT rencontrent, dans ce contexte, une écoute et un intérêt inhabituels. Nous en avons fait le constat dans les cortèges où nous avons diffusé nos documents (en particulier, des numéros spéciaux de « *Un autre futur* »). Il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'une véritable réflexion démarre de façon massive. Il y a en ce moment une sorte de perméabilité aux idées.

Mais cela, nous ne sommes pas les seuls à l'observer ; les nouveaux aspirants au pouvoir aussi. On les trouve déjà à l'œuvre, en particulier dans le conglomerat « *Nuit debout* » qui vient se plaquer sur le mouvement social et qui, loin de le renforcer, le parasite. En effet, pour être massif, le mouvement social n'en est pas moins fragile. S'il peut, ce que nous souhaitons, se renforcer, il est aussi susceptible de s'effondrer rapidement en laissant encore plus de désespoir et d'acrimonie (laquelle conduit souvent au lepénisme). C'est pourquoi le grand objectif du moment doit être d'affermir le mouvement sur ses propres bases. Or, au lieu de chercher à mobiliser le plus largement possible en vue d'une grève reconductible contre la loi El Khomri, au lieu de chercher à renforcer la compréhension de la lutte des classes par les travailleurs, ce sont des propositions interclassistes qui tiennent le haut de ces débats de nuit.

On notera, parce que c'est toujours très significatif, que les médias font une belle publicité à « *Nuit debout* ».

Alors qu'ils ont été relativement discrets sur la journée du 31 mars (par exemple, sur France-Info, c'était presque anecdotique, une information comme une autre), et sur d'autres événements très forts – comme la grève des dockers du Havre cette semaine, pratiquement passés sous silence – « *Nuit debout* » qui mobilise bien moins de gens bénéficie de reportages multiples à la télé et fait la une des journaux (par exemple, la couverture du gratuit national « 20 Minutes »). France Inter lui a même consacré une soirée spéciale, une sorte de micro en libre service. Cette convergence médiatique montre que le pouvoir se satisferait très bien de l'émergence de quelque nouveau parti politique – fût-il « podémiste » ou « syriziste » – si cela doit permettre de tuer le mouvement social. L'essentiel, pour lui, en ce moment est d'augmenter les bénéfices des détenteurs de capital en faisant passer la loi El Khomri. Et pour cela, ce n'est pas la première fois qu'il est prêt à nous raconter plein d'histoires à dormir debout.

1.- Voir « Anarchosyndicalisme ! » n°142. Décembre 2014 – Janvier 2015. 2.- <http://www.magequip.com/conteneur-2-roues-240-l.html> 3.- A 2 500 euros la vitrine - tarif moyen (<https://travaux.mondevis.com/vitrine-de-magasin/guide/>), il aurait fallu détruire 28 000 vitrines pour arriver à la même somme. 4.- Le traitement médiatique d'une question est toujours un très bon indicateur de la position du pouvoir.

PRIORITES GOUVERNEMENTALES LA VERITE PAR LES CHIFFRES

Ce 11 avril, Manuels Valls a annoncé deux séries de mesures. Au cours du matin des mesures « exceptionnelles » pour les jeunes, pour un montant de 4 à 500 millions d'euros. Puis, dans la soirée, un deuxième plan d'aide de 650 millions d'euros... destiné aux policiers et gendarmes.

Dans l'absolu, ces chiffres sont déjà parlants en eux-mêmes. Si on les rapporte aux effectifs - 8 millions de jeunes d'un côté (en ne comptant que les 15/25 ans) / moins de 250 000 individus de l'autre (98 155 gendarmes et environ 144 000 policiers) - ils prennent toute leur signification politique.

La police, priorité numéro 1 du gouvernement. //

GRENOBLE DES POLITICIENS COMME LES AUTRES

Dans un communiqué, la Ville de Grenoble a indiqué que « *Par mesure de prudence, (...) la Ville de Grenoble a demandé aux organisateurs d'annuler la projection du film « Merci patron* » qui devait avoir lieu à la fin de la manif.

Pour ceux qui l'auraient (déjà) oublié, la ville de Grenoble est dirigée par cette « nouvelle gauche », alternative, écologique, citoyenne, participative, expérimentale, indignable... et on en passe. Elle est même présentée comme une sorte de « laboratoire » de la « nouvelle démocratie ». Son maire, Éric Piolle, est « *co-fondateur du Collectif Roosevelt 2012, aux côtés d'Edgar Morin, Stéphane Hessel, Pierre Larouturon, Dominique Méda, Susan George, Gaël Giraud, etc. Il y milite en faveur des valeurs humanistes et d'une transformation sociale et écologique de l'économie.* » Il s'est également « *chargé d'assurer la création et le maintien de l'emploi durable* ». Comme quoi, on peut s'indigner avec Hessel, militer ardemment pour une transformation sociale de l'économie et l'emploi durable... et soutenir, de fait, l'indigne loi El Khomri qui hache menu menu la transformation sociale et l'emploi durable, en censurant, au moment le plus opportun pour sa projection, un simple film. //

CREATION D'EMPLOIS UN BIEN MAUVAIS PRETEXTE

On connaît le prétexte : toutes les mesures anti-travailleurs sont « justifiées » en prétendant qu'elles permettront – enfin – aux patrons d'embaucher. Or, quand on tire le bilan des mesures passées, on se rend compte qu'il n'en est rien du tout. Un bon exemple nous est donné par la baisse de la TVA dans l'hôtellerie, mesure prise en 2009. Les patrons s'étaient alors publiquement engagés à créer au moins 40 000 emplois ainsi qu'à baisser le prix d'au moins 7 des plats proposés dans leurs menus (pour relancer la consommation). Résultat 6 à 7 ans après : on est très, très loin des 40 000 emplois promis. En cherchant bien, les économistes les plus optimistes en trouvent de 6 à 9 000 (grand maximum). Quant à la baisse du prix des plats, on la cherche toujours sur les menus. Mais alors, où est passé la baisse de la TVA ? Tout simplement dans la poche des patrons de l'hôtellerie. La Cour des comptes, dans un rapport officiel, a même chiffré ce « bonus » : 2,6 milliards d'euros.

LYCÉENS DE BANLIEUE**DÉPOLITISÉS ? VRAIMENT ?**

On entend régulièrement un vilain petit refrain à propos des lycéens de la banlieue parisienne : les jeunes qui manifestent, qui « brûlent des poubelles » ne sauraient pas pourquoi ils le font, si ce n'est pour le plaisir de mettre le bazar... car ils seraient « dépolitisés ».

Lors des révoltes de banlieue de 2005, nous avons déjà entendu cette triste rengaine de la « dépolitisation », chantée par pratiquement tous les « responsables » politiques et syndicaux, par tous les « experts » télévisuels et autres imbéciles patentés (et surtout subventionnés) de l'extrême-droite à l'extrême-gauche (y compris par certains « libertaires », par exemple, ceux d'A.L.).

Ceux qui du haut de leur « savoir » nous tiennent, aujourd'hui comme hier, des propos aussi méprisants que péremptaires feraient bien de regarder la réalité en face plutôt que de s'obstiner à fixer leur nombril.

La réalité, c'est que beaucoup des lycéens de banlieue, beaucoup de ceux qui manifestent voient, souvent depuis

leur naissance, leurs parents galérer pour boucler les fins de mois. Ils savent, parce que c'est le quotidien chez eux et autour d'eux, ce que c'est que le « rapport au travail » dans notre société, ils savent ce que c'est que des mères obligées de travailler la nuit au « nettoyage

des bureaux » pour trois euros six sous, ce que c'est que des pères qui passent aux agences d'intérim pour rien ou pour des boulots précaires, dangereux et mal payés. Ce que c'est que des frères, des sœurs obligés de s'humilier en « justifiant » des recherches de travail alors que tout le monde sait qu'il n'y en a pas. Ils savent tout ça. Ils savent, parce que beaucoup d'entre eux en sont, qu'il y a des masses d'enfants pauvres en France (2,4 millions en 2011, probablement bien plus en 2016 !)*1. Ils savent, par expérience, que des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents ne mangent pas tous les jours à leur faim*2, dans une indifférence quasi générale. Et, pour les plus pauvres, ils vivent, parfois depuis des années, dans des « hôtels sociaux » et autres taudis... Et tous ces jeunes-là n'auraient aucune raison de se révolter ? Croyez-vous que, quand ils entendent tout le charabia El-Khomryesque, ils ne comprennent pas, on pourrait dire « instinctivement », que cela va être encore pire ? Même pas pour leur « avenir », mais déjà pour leur quotidien !

Oui, leur perception du fonctionnement de la société est confuse, oui, ils sont pris dans de pénibles contradic-

tions (mais ce ne sont pas les seuls), oui ils font les rêves dont les médias les nourrissent (gagner plein de thunes, vite fait), oui, ils sont travaillés par des idéologies réactionnaires, par des croyances complotistes, ... Oui, mais, il y a aussi beaucoup de choses « politiques » qu'ils vivent au quotidien et qu'ils comprennent, parfois « en profondeur », même s'ils n'ont pas les « bons mots » à mettre dessus. « *Il est monstrueux de prétendre*, argumentait André Gide dans un meeting antifasciste en 1933, *que ceux qui n'ont pas parlé sont ceux qui n'avaient rien à dire* »*3 car tout comme nos lycéens de banlieue ceux qui ne « parlent pas » sont souvent ceux qui auraient le plus à dire, même s'ils n'ont pas les « moyens » de le faire.

D'ailleurs, sur tout ce qu'on peut relever de « négatif » chez les lycéens de banlieue, la différence n'est peut-être pas si grande avec les lycéens de centre ville (eux aussi travaillés par le complotisme, par les idéologies réactionnaires...). Or le discours dominant ne taxe pas ces derniers

de « paumés dépolitisés ». Une telle différence de traitement entre les uns et les autres interroge. Il y a, bien sûr, diverses raisons à cela. La plus importante est probablement que le pouvoir n'a pas du tout envie qu'une jonction s'opère entre ces deux mondes, que les lycéens

de banlieue « descendent » à Paris. Le discours dénigrant dont ils sont la cible a pour fonction de les clouer sur place, de les tenir éloignés de la capitale.

cnt-ait-paris-banlieue@riseup.net

_1.- Chiffres du rapport 2011-2012 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale _2.- Avant de nous taxer de misérabilisme, que chacun médite cette interview d'un responsable du Secours populaire :

« *Chaque année, nous permettons à des enfants, issus de familles ayant des difficultés financières, de partir en vacances. Lorsqu'ils reviennent, nous leur demandons ce qu'ils ont le plus aimé... La couleur de la mer Méditerranée ou la hauteur de la tour Eiffel qu'ils n'ont jamais vue ? Non, beaucoup d'entre eux nous disent qu'ils ont été marqués par le fait qu'ils ont eu trois repas par jour ! Ce manque de nourriture au quotidien est un constat alarmant !* » référence : <http://education.francetv.fr/matiere/actualite/ce2/article/en-france-des-millions-d-enfants-ne-mangent-pas-tous-les-jours-a-leur-faim> _3.- André Gide, Littérature engagée, textes réunis par Yvonne Davet, NRF Gallimard, 1950.



DANGER, POLICE

Lycéen pacifique frappé violemment en plein visage (Lycée Bergson), manifestants tout aussi pacifiques gazés sur le périphérique de la ville (Caen), hélicoptère et canons à eau (Nantes), tirs de grenades lacrymogènes pratiquement sur les manifestants (Toulouse), violences en série (« *Beaucoup de jeunes se sont fait défoncer* » - Marseille), tirs de flashball sur la foule (Lyon), réapparition dans diverses villes des sinistres « voltigeurs », sur leurs motos (supprimés par la droite après l'assassinat de Malik Oussékine, réintroduits par le gouvernement socialo-écologiste, tout un symbole)... les violences policières, loin d'être des épi-phénomènes sont une constante en France, même si elles sont soigneusement occultées par le pouvoir.

C'est pourquoi la toute récente parution du rapport réalisé par l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), association peu suspecte d'anarchisme, intitulé : « *L'ordre et la force : enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France* »^{*1} constitue un événement considérable car c'est une des premières fois que ce sujet est porté, globalement, à la connaissance du public. En préambule, les auteurs disent toutes les difficultés rencontrées pour le réaliser. « *On sait bien peu de choses de l'usage de la force par nos policiers et nos gendarmes* » écrivent-ils, « *parfois même, les données publiées par les institutions officielles sont largement minorées* »^{*2} quand elles ne passent pas directement à la trappe. On est loin de toute « transparence ». Un « *nécessaire état des lieux s'imposait* » écrit l'ACAT.

Devant l'absence absolue de données globales officielles, l'ACAT a donc du réaliser un travail de fourmi. Elle a procédé à l'analyse minutieuse du peu de documentation disponible (vagues rapports institutionnels, associatifs et parlementaires, études sociologiques et médicales, décisions de justice, articles de presse, etc.). Entre autres choses, elle a réussi à réunir 89 situations bien documentées de violences policières survenues en France dans les années 2005-2015, ayant entraîné 26 décès, 29 blessures irréversibles et 22 blessures moins graves. Ces 89 situations constituent un échantillon, elles ne sont que la face émergée de l'iceberg : de nombreuses victimes ne portent pas plainte (ou sont dissuadées de le faire par ceux-là même qui sont chargés de les enregistrer) et les médias sont en général très discrets sur les cas de violence policière.

La lecture du rapport est stupéfiante. Au-delà des 89 cas hyper-documentés, on apprend que les interventions des forces de l'ordre ont causé au minimum la mort de 109 personnes entre 2004 et 2014 et que l'on compte même en moyenne un décès par mois entre 2010 et 2014 (14 décès en 2014, 10 en 2013, 19 en 2012 et 9 en 2010 et 2011). Si le nombre des décès a tendance à diminuer par rapport à une époque révolue, le nombre des blessés, lui augmente significativement du fait de l'emploi d'armes intermédiaires, théoriquement non létales.

Les victimes sont majoritairement de sexe masculin, jeunes (sur les 89 situations examinées par l'ACAT de personnes blessées ou tuées dans le cadre d'intervention des forces du désordre, 14 ont moins de 18 ans (les plus jeunes n'ont que 8 et 9 ans !) et 20 entre 18 et 25 ans) et appartiennent à des « minorités visibles ». De nombreux cas de violences policières ont pour origine des contrôles d'identité et des actes discriminatoires à l'encontre de membres de « minorités visibles ». Sur les 26 décès étudiés par l'ACAT, 22 concernaient des personnes issues de ces minorités.

L'ACAT ne donne pas de renseignements sur la position sociale des victimes mais tout laisse supposer que la probabilité d'être victime de violence policière est bien plus importante si l'on est pauvre. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a, parmi ces morts et ces blessés graves, aucun gangster fiscal, même s'il a escroqué à la collectivité des millions d'euros.

**L'AUGMENTATION DES VIOLENCES POLICIÈRES,
CONSÉQUENCE DU CHANGEMENT DE DOCTRINE**
De plus en plus d'actes de violence

policière entraînant des blessures sont commis à l'occasion d'opérations de maintien de l'ordre (blesser gravement étant une conception très particulière de maintenir l'ordre, on nous permettra de le souligner).

Contrairement aux dires des policiers qui affirment que les manifestants sont de plus en plus violents, ce sont des changements dans la doctrine historique du maintien de l'ordre en France, consécutives à la mise en œuvre d'une nouvelle génération d'armes supposément non létales, qui expliquent cette évolution gravissime. Jusqu'alors, la doctrine était de maintenir à distance les manifestants pour éviter le plus possible de tuer et de blesser ; aujourd'hui la doctrine est de « taper dans la foule » avec des armes type flash-ball, taser, ou diverses grenades. Comme l'écrit D. Dufresne : « *Tirer en l'air une grenade lacrymogène [ce qui était le cas avant] ou viser la foule à hauteur d'hommes [comme c'est de plus en plus le cas maintenant] ; c'est une différence majeure* ». Cette évolution est criminelle. L'ACAT consacre un chapitre de son rapport à l'étude de cette nouvelle génération d'armes et montre que les lanceurs de balles de défense, les pistolets à impulsions électriques, les diverses grenades, sont à l'origine de blessures graves, souvent irréversibles voire même, dans plusieurs cas, de décès (entre 2004 et 2015 on comptabilise au minimum 1 mort et 39 blessés graves suite à des tirs de flash-ball ou de lanceurs de balle ; 30 % des victimes étant des enfants au sens juridique du terme). Les opérations dites de maintien de l'ordre relèvent, du moins contre certains adversaires, de la rhétorique guerrière. Ainsi à Sivens, en l'espace d'à peine 3 heures, 237 grenades lacrymogène, 38 grenades GLI F4 et 23 grenades offensives (dont celle qui a tué Rémi Fraisse) ont été tirées ainsi que 41 balles de défense avec lanceur de 40X46mm. Les forces de l'ordre ont dépensé à Sivens beaucoup d'énergie pour défendre une cabane de chantier ! Dans d'autres cas, pourtant, elles laissent faire. Par exemple, même les bâtiments administratifs ne sont pas protégés à une condition : il faut que les cas-seurs soient des industriels agricoles

(rappelons que, lors d'une de leurs manifestations, la préfecture de Morlaix a ainsi été détruite).

Les violences policières ne s'exercent pas que sur la voie publique, nombre de personnes se plaignent à juste titre, de mauvais traitements subis lors de transports ou lors d'interrogatoires dans des locaux de police. L'ACAT a comptabilisé 2 décès survenus dans ces circonstances

Enfin, pour parachever son enquête, l'ACAT a voulu savoir quelles sanctions encourageaient les policiers ou les gendarmes qui violaient la loi et les règlements qu'ils ont charge de défendre. La réponse est accablante : « *Les faits illégaux d'usage de la force par les forces de l'ordre sont au final rarement et faiblement sanctionnés. Là encore, l'opacité règne* ». Policiers et gendarmes bénéficient d'une quasi-impunité de fait.

Pourtant plusieurs instances sont chargées de veiller au respect des règlements. Trois types de contrôle sont en principe prévus : internes, externes et judiciaires. Au total, ces contrôles sont une sinistre comédie et n'aboutissent à rien, en particulier ceux qui sont effectués par des fonctionnaires appartenant au même corps que les suspectés, « contrôles » effectués par des copains donc. Ainsi, en 2014, l'IGPN a reçu 5 178 signalements de particuliers et n'a procédé qu'à 32 enquêtes... La Cour des comptes elle-même, dans un rapport de juillet 2010, en arrive à mettre en cause l'impartialité de ces services... sans aucune conséquence pour ces derniers.

Un exemple : dans le rapport d'enquête administrative réalisé après le décès de Rémi Fraisse, alors que plusieurs avocats, associations et collectifs de citoyens avaient alerté sur le nombre de plaintes pour violences policières qui étaient déposées, l'IGGN (Inspection générale de la gendarmerie nationale) se permet d'écrire que « *avant le décès de Rémi Fraisse, le bilan particulièrement réduit des blessures dans les rangs des manifestants depuis la fin du mois d'août, malgré la violence des confrontations, démontre que les forces de l'ordre (...) ont rempli leur mission avec professionnalisme et retenue* ».

L'inspection est en revanche très précise sur le nombre de faits commis à l'encontre des gendarmes : « *11 gendarmes ont déposé plainte pour des violences exer-*

cées par des opposants », car, quand il s'agit de gendarmes, la moindre égratignure est comptée. Etre juge et partie, ça facilite toujours les choses.

Quand au Défenseur des droits qui peut effectuer les contrôles externes, il est, nous dit l'ACAT, rarement écouté et ses pouvoirs sont faibles pour ne pas dire nuls.

Par ailleurs, les victimes éprouvent beaucoup de difficultés pour porter plainte, et quand elles y parviennent, quand, par l'accumulation de preuves irrécusables, elles démontrent qu'elles ont raison, les jugements rendus sont d'une remarquable clémence à l'endroit des policiers coupables.

Établi par l'ACAT, un tableau comparatif est très éloquent : d'un côté des condamnations à de la prison avec sursis ou des acquittements à l'encontre de policiers ayant commis des actes entraînant un décès ou des blessures graves, de l'autre des condamnations à de la prison ferme pour des jets de cailloux.

Quelques exemples : Serge Partouche, handicapé autiste, âgé de 48 ans se promène dans son quartier. Suite à l'appel d'une voisine qui le trouvait menaçant, 3 policiers interviennent et le plaquent au sol après que, inapte à comprendre ce qui lui arrivait, il ait tenté de s'opposer à son interpellation. Les poli-

ciers, manifestement incapables de faire la différence entre un handicapé et un truand, lui font une clé d'étranglement. Quand, 10 minutes après, le père de Serge intervient, il est trop tard. Les 3 policiers reconnus coupables d'homicide involontaire n'ont été condamnés qu'à 6 mois de prison avec sursis. Autre exemple, Sékou (14 ans). Il perd un œil suite à un tir de flashball, le policier coupable est condamné à 6 mois de prison avec sursis, et, la peine n'étant pas inscrite dans son casier judiciaire, il peut continuer à « exercer ». Le rapport est plein d'exemples similaires.

En conclusion, la lecture de ce long rapport, que nous recommandons à tous, montre le vrai visage de l'Etat : fort et violent avec les faibles, faible et clément avec les forts. Et ce ne sont pas les projets législatifs du gouvernement français d'instaurer un régime d'irresponsabilité pénale pour les policiers qui vont améliorer la donne.



_1.- Le rapport de l'ACAT est consultable gratuitement sur internet (site: <https://www.acatfrance.fr>) _2.- Ainsi, le rapport conjoint de l'IGPN et de l'IGGN, suite au décès de Rémi Fraisse, présente des chiffres très largement inférieurs à ceux recensés par l'ACAT.

Et, comme si cela n'était pas assez,...

Et, comme si cela ne suffisait pas, fleurissent les sociétés privées de vigiles, qui deviennent des sortes de supplétifs de police au service de qui les paye. L'université de sciences humaines, dite Jean-Jaurès (Toulouse-Le-Mirail) se présente comme une université « pauvre » n'ayant pas de moyens pour faire l'indispensable. Tellement, que, bien que dirigée par des



« syndicalistes » de « gauche », elle a été dans la douloureuse obligation d'offrir ses charmes au privé pour assurer sa reconstruction (heureusement, elle a trouvé pour cela un grand « humaniste », Vinci). Cette université si fauchée n'a pas hésité, une fois de plus, à payer un nombre impressionnant de vigiles afin de mettre à la rue les étudiants qui occupaient fort pacifiquement leurs locaux le 7 avril. C'est bien la peine d'être bourré de sociologues et autres spécialistes des sciences de l'éducation ou de la communication pour ne connaître en pratique que le bâton. Un peu primaire, tout de même, non ?



L'ISLAMOPHOBIE, UNE INVENTION DU COLONIALISME FRANÇAIS

« Islamophobie », le terme a envahi le discours politique. Sa datation a été l'occasion d'une belle polémique. Observatrice attentive des dynamiques religieuses actuelles, Caroline Fourest avait cru qu'il était apparu fin année 70 / début années 80. En fait, il avait été forgé au tout début du XXe siècle. Cette erreur de datation, les islamobaratineurs n'ont pas manqué d'en faire des gorges-chaudes. Fouillant les archives (plusieurs sont universitaires et donc payés pour ça), ils ont en effet fini par découvrir que c'est vers 1910 qu'un certain Alain Quellien avait forgé ce néologisme*1. Ensuite, le terme a été repris vers 1912 par d'autres auteurs, il aurait circulé quelque peu jusqu'au milieu des années 1920, avant semble-t-il, de disparaître totalement de la circulation.

Dans les années 1980, quand C. Fourest l'observe, ce n'est donc pas « d'apparition » qu'elle aurait du parler mais de « réapparition ». Donnons sur ce point toute la raison aux islamobaratineurs et rendons-leur grâce de nous avoir fait découvrir Quellien dont la lecture est bien intéressante : elle montre toute la perversité du concept d'islamophobie.

La personnalité même du fondateur du concept d'islamophobie est finalement, bien embarrassante pour ceux qui l'on exhumé. Aussi, le présentent-ils tantôt comme membre d'une sorte d'amicale d'« administrateurs-ethnologues »*2 – amusant concept qui sent le bricolage – tantôt comme un « orientaliste français spécialiste de l'islam ouest-africain »*3. « Ah, qu'en termes galants ces choses là sont dites » se serait écrié Molière !

Quellien, et on comprend tout de suite ce qui gêne les enfumeurs, était en réalité un cadre supérieur du Ministère des colonies, en lien avec l'officier « qui dirige avec compétence et distinction, le service des informations islamiques au Ministère des colonies »*4. Foin donc « d'administrateur-ethnologue » ou de sympathique « orientaliste », Quellien est un Attaché du ministère des colonies qui fait son travail : conseiller la meilleure stratégie de colonisation possible. C'est bien là tout l'objectif de son ouvrage « La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française »*5.

C'est dans cet objectif, qu'après une réflexion bien nourrie et mûrie, il crée le concept « d'islamophobie », une « islamophobie » que Quellien pourfend avec force dans tout un long chapitre.

Qu'un fonctionnaire totalement dévoué à la cause de la colonisation en arrive à créer le terme d'islamophobie

dans le but de dénoncer les islamophobes avec beaucoup de vigueur, paraît, à première vue étonnant. En fait, c'est une conséquence logique de sa position raciste et de son soutien à la colonisation.

A la base, Quellien fait un constat : le colonisateur ne « tire » pas tout le bénéfice qu'il pourrait de sa colonisation. Par exemple la partie du « Soudan, demeurant aux fétichistes (...) est une riche contrée vouée à l'immobilité, sans commerce, sans industrie, sans culture, sans aucun progrès dans l'avenir ». Chacun perçoit tout de suite la profondeur du drame : le pays est « une riche contrée », mais le colonisateur n'en tire rien ; ses habitants n'ont pas envie de l'exploiter (et de se faire exploiter) au sens capitaliste du terme. Et ils n'ont pas plus envie d'être asservi par un Etat.

Or, toujours au Soudan, une partie est islamisée. Quelle différence ! Et Quellien de citer un de ses contemporains : « Le Soudan, accaparé par l'Islam, c'est la discipline et l'organisation de masses d'hommes, jusqu'ici isolés et farouches ; (...) [qui va vers] la formation d'une société, d'un Etat (...) Avec le temps, on arrivera à faire de l'Islam (...) le plus précieux auxiliaire des intérêts français en Afrique »*6.

Voici donc, en quelques lignes tout le raisonnement : l'autochtone non islamisé (Quellien et autres « orientalistes » et « administrateurs-ethnologues » ne se gênent pas pour écrire « le nègre », le « fétichiste » et laisser libre court à leur racisme...) n'obéit pas et est improductif (au goût du maître) ; par contre le « nègre » islamisé devient obéissant et accepte de travailler davantage.

La diffusion de l'Islam en Afrique noire sert donc les intérêts du colonisa-

teur français. C'est un « précieux auxiliaire ». S'attaquer à la propagande islamique, être « islamophobe » comme le sont les colonialistes les plus stupides, c'est nuire aux intérêts coloniaux de la France*7.

Reste à justifier le raisonnement, car tous ses contemporains sont loin d'être convaincus.

La première étape est de persuader tout un chacun de « l'infériorité » des noirs. Et là, Quellien, plutôt cauteux par ailleurs, n'y va pas avec le dos de la cuillère, soit qu'il cite d'autres auteurs, soit qu'il se « lâche » lui-même. Petit florilège :

« Le noir comprend difficilement les idées abstraites »

« Son intellectualité [est] très restreinte et son indolence naturelle le [pousse] vers le moindre effort... »

« ... comme l'esprit d'imitation existe à haute dose chez le nègre, celui-ci sera porté tout naturellement à répéter les gestes qu'il a vus et à prononcer les paroles qu'il a entendues, même s'il ne les comprend pas »

« ... le système de famille chez les nègres n'est pas le patriarcat, comme chez les sémites [dont les arabes], c'est une forme plus animale, le matriarcat, ... »

« Un abîme profond, ..., sépare les noirs des chrétiens, dans l'ordre intellectuel, moral, social et religieux », « Cela tient à ce que la race noire est une race inférieure à qui ne peuvent convenir les subtilités complexes de notre civilisation »

Bref, d'après l'inventeur du terme « islamophobie », le « nègre » n'ayant qu'une intellectualité restreinte ne saisirait pas les idées abstraites, tout au plus pourrait-il imiter des gestes et répéter des paroles qu'il ne comprend pas. Son organisation familiale serait même animale.

Et, pour ceux qui ne seraient pas, malgré ces « arguments » convaincus, de cette infériorité, voici l'argument massue : le « nègre » serait, nécessairement, cannibale : « ... le fétichisme obéit toujours à des pratiques hideuses, il tue souvent et dévore son ennemi vaincu »*8.

L'étalage de ces affirmations aussi fausses qu'humiliantes est à proprement parler écœurant. Oui, mais il est

indispensable à la construction du concept d'islamophobie.

Car c'est cette « infériorité » supposée du « nègre » qui justifie son islamisation, présentée comme une « progrès ». En effet, toujours d'après le pourfendeur de l'islamophobie, le noir malgré ses insuffisances intellectuelles serait tout de même conscient de la supériorité de l'Européen. Il voudrait bien l'imiter, mais il ne peut y parvenir. Par contre « (...) il a, tout à côté de lui, le musulman dont l'exemple est facile à suivre... » car « La distance qui sépare (...) [le noir] du musulman n'est pas si considérable ». Le noir, avec un petit effort, peut devenir musulman et, alors il « (...) a presque immédiatement conscience de s'être élevé dans la hiérarchie humaine ». Surtout, et ce n'est pas pour rien que Quellien rappelle qu'Islam veut dire soumission et que sa pratique exige des efforts, le noir islamisé devient un bon petit colonisé : « Au point de vue pratique, il [l'Islam] a l'avantage de constituer des tribus plus facilement gouvernables et administrables que les tribus restées fétichisées, à cause ... de leur obéissance à l'égard de leurs chefs. ». « L'action du mahométisme s'est également exercée dans les manifestations économiques et commerciales. La vie commerciale et industrielle s'est développée et à vu naître des industries... ».

Bref, comme le note un autre auteur : « Avec une sécurité plus grande sur les parcours commerciaux, il a provoqué une consommation plus intense, la circulation d'une monnaie fiduciaire et le change. Enfin l'Islam n'a pas été un obstacle au recrutement de nos troupes et de nos marins... (...) Il faut ajouter encore que dans l'ordre économique, à côté de la propriété commune qu'il a laissée subsister, l'élévation sociale s'est manifestée aussi par la constitution d'une propriété individuelle et dans le respect de l'autorité »⁹.

L'Islam est là, et enfin, le colonisateur respire ! Les tribus deviennent gouvernables, une vie commerciale démarre, la monnaie fiduciaire circule, le change se développe, la propriété collective disparaît progressivement au profit de la propriété individuelle, et tout cela sans affecter le recrutement de nos soldats et marins (dont des milliers, une fois convertis à l'Islam, viendront gentiment se faire exterminer dans les tranchées en 14/18). Et tout ça grâce à quoi ? Grâce à l'islamisation de l'Afrique noire. En un mot comme en cent, la colonisation et

l'islamisation marchent la main dans la main, chacune tirant bénéfice des progrès de l'autre. C'est la conclusion à laquelle parvient, après sa longue étude, Quellien. C'est pourquoi, a contrario, il comprend qu'un des obstacles qui peuvent bloquer les « progrès » de la colonisation, c'est... la critique de l'Islam. C'est pour lutter contre cette possibilité d'entraver la colonisation que Quellien crée le terme « islamophobie »¹⁰ et c'est pourquoi aussi il pourfend cette « islamophobie » dans tout un long chapitre.

Cependant, s'il accorde une « valeur » à l'Islam (celle de constituer un palier bien utile entre « le nègre » et l'Européen et de faciliter ainsi grandement la colonisation), Quellien affiche un certain mépris pour cette religion dont le « ... dogme est simple, [qui] manque d'originalité et de sacerdoce... [qui] traite de la vie matérielle et des occupations sensuelles chères aux noirs, dont il flatte les instincts. L'Islam est en harmonie avec les idées du milieu, car il tolère l'esclavage et admet la polygamie et la croyance aux génies et aux amulettes... ». Bien plus, le créateur du concept d'islamophobie affirme qu'« Il importe avant tout de réprimer, immédiatement et énergiquement, toutes les tentatives de soulèvement qui revêtent un caractère plus ou moins religieux » des islamistes. Des positions qui, aujourd'hui, le feraient taxer « d'islamophobe » !

Le concept « d'islamophobie » est donc, depuis son invention, un concept pervers. Il a été inventé pour servir les

intérêts du colonialisme français. Aujourd'hui il sert les intérêts du capitalisme international. Sûrement aurons-nous l'occasion de revenir sur ce dernier point...



_1.- Ainsi, Wikipédia écrit : « En fait, le terme « islamophobie » était apparu en 1910 dans l'ouvrage d'Alain Quellien *La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française* ». Les autres ouvrages cités sont plus tardifs d'une paire d'année. _2.- Ainsi, dans l'article « *Islamophobie : une invention française* » (mai 2012) de Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, le terme « administrateurs-ethnologues » est utilisé plusieurs fois. C'est seulement dans une note de bas de page que les véritables fonctions de Quellien sont indiquées. L'article, s'il souligne que c'est un français qui a inventé le terme se garde bien de dénoncer le racisme de ses écrits et sa volonté colonialiste affirmée. _3.- <http://www.humanite.fr/que-recouvre-le-terme-dislamophobie-568608> _4.- Termes des remerciements que Quellien lui adresse dans son ouvrage. _5.- Facilement consultable en fac-similé sur le site de la bibliothèque Gallica. Toutes les citations de l'ouvrage sont extraites de cette édition. _6.- Edouard Viard. Au Bas-Niger. Q. trouve cette opinion trop tranchée. _7.- Plus prudent en cela que les politiciens actuels – car s'étant donné la peine de bien étudier le sujet – Quellien est plus réservé sur les conséquences, à terme, de cette islamisation. _8.- E.-L. Bonnefon. L'Afrique politique en 1900. _9.- Qu'il définit très clairement comme un : « préjugé contre l'Islam », définition actuelle.

« D'une manière générale, l'islamisme politique propage une idéologie conservatrice et libérale, favorable aux intérêts capitalistes (...). Relayant historiquement les fascismes occidentaux (...) sa devise pourrait être 'Religion, ordre, autorité, morale et communauté'. Comme les fascismes, il dénonce la 'pourriture' et la 'décadence' des mœurs. Il professe une idéologie, réfractaire au pluralisme, remettant en cause l'individualisme non des fortunes et de la propriété, mais des opinions et des mœurs. Il préconise une société organique de la communauté des fidèles, offrant une perspective intégrative à ceux qui se sentent exclus, et, parfois, au nom de la morale, dénonce les formes les plus criantes de l'injustice sociale. A part l'ajout d'Allah, c'est une copie conforme des fascismes historiques européens. (...) Lorsqu'il se convertit à la violence armée, l'islamisme 'théo-fasciste' ne la dirige jamais contre les intérêts capitalistes ou les patrons. (...) Il est un allié objectif des régimes politiques en place et des intérêts capitalistes qu'il n'attaque pas. Les peuples, ainsi neutralisés, au lieu de songer à défendre ou conquérir de nouveaux acquis sociaux, sont embrigadés dans d'interminables croisades religieuses qui durent depuis 2001 et dont on ne voit pas la fin. Pendant ce temps, le capitalisme se porte de mieux en mieux. »

Extraits de : « *Terrorisme néo-fasciste islamiste, généalogisme et mondialisation capitaliste* », Ahmed Henni, Raison présente n° 197, 1er trimestre 2016

Voici deux textes traduits de l'espagnol, qui, quoiqu'ils puissent paraître éloignés dans les problématiques qu'ils soulèvent nous semblent être en grande résonnance. L'un émane de jeunes compagnons des alentours de Barcelone. Confrontés à la répression à la suite de leur activité sociale, ils ont lancé une campagne de solidarité, « *La vague que nous voulons* ». Ils remet-

tent en cause, avec beaucoup de pertinence, le financement habituel de ce type de campagnes par l'alcool ; l'autre est un article publié dans CNT par un compagnon de Palencia qui reprend une thématique constitutive de l'anarchosyndicalisme, celle de son lien à la culture. Ces deux sujets nous semblent avoir un intérêt là-bas, ici et partout.

FAUT-IL CONTINUER A VENDRE DE L'ALCOOL DANS LES FETES DE SOUTIEN ?

Par cet article, nous rendons publique la décision que nous avons prise sur la manière dont nous voulons affronter le processus répressif lancé en 2012 contre des compagnons pour faits de participation à la grève générale du 29 mars de cette année là et aux mouvements sociaux.

Nous aimerions que ce texte, ainsi que ceux qui viendront s'y ajouter au fur et à mesure du développement de la campagne, serve de base à un débat collectif sur la manière dont nous faisons face à la vague répressive qui touche des personnes qui, dans un contexte de conflictivité sociale, participent activement à la lutte.

En tant que personnes réprimées, nous affirmons que la seule façon de faire face à l'Etat et de mener la lutte antirépressive est de mettre en avant le contenu politique des actions pour lesquelles nous subissons la répression et de leur donner une dimension collective.

Concrètement, ce texte se centre sur le financement de la lutte par la vente d'alcool lors de fêtes de soutien destinées à couvrir les frais que génèrent les procédures judiciaires. Il ne fait pas de doute que l'alcool qui se vend dans ces fêtes remplit cette fonction.

Il en découlerait que nous ne pourrions parler d'éthique, de concordance des moyens et des fins dans le cadre d'une pratique véritablement révolutionnaire. Il semblerait que nous ne puissions questionner les fêtes et les consommations d'alcool sans passer pour des moralistes, des puritains, des ingénus ou des personnes éloignées de la réalité.

L'alcool, nous répond-on, est l'étai qui soutien le financement du mouvement. Un point c'est tout, il n'y aurait pas, actuellement, d'alternative. « Nous avons des prisonnières, des personnes persécutées, qu'on ne vienne pas, - nous disent en quelque sorte certains -

nous chanter des romances puritaines, car la réalité matérielle nous oblige à continuer ainsi ».

Faut-il pour autant promouvoir le loisir aliéné, l'alcoolisation et ses dynamiques comme axe central du mouvement de solidarité ?

Pour notre part, nous doutons du caractère révolutionnaire ou transformateur de telles fêtes, entre autres raisons du fait qu'elles génèrent une dynamique aliénante et parce qu'elles sont, dans la plupart des cas, vides de tout contenu politique.

Il est certain que nous avons tous parallèlement à notre militantisme un quotidien et, bien entendu des contradictions entre ce quotidien et notre militantisme. Mais nous ne portons aucune de ces contradictions comme un drapeau et n'en faisons pas des références pour notre mouvement ! Il en va autrement avec l'alcoolisation, c'est quelque chose de tellement intégré, normalisé, socialisé, accepté du fait de sa nécessité présumée qu'il est fréquent de voir dans des quartiers ou villages des affiches politiques qui favorisent ce type de « loisir ».

Nous ne sommes ni contre le plaisir ni contre les fêtes. Nous croyons qu'il doit y avoir des espaces et des temps pour tout. Si bien il est possible parfois de réunir festivités et revendications, nous entendons aussi qu'en certaines occasions cela ne peut se faire. Dans le cas qui nous occupe ici, nous croyons qu'il y a incompatibilité et nous disons non à l'argent qui vient de la vente d'alcool. Nous ne voulons pas que notre lutte se confonde avec

l'oisiveté aliénante et aliénée.

Arrivés à ce point il devient utile de poser des questions telles que : comment pourrions-nous mettre en lumière les aspects politiques d'une fête ? Comment faire la fête sans tomber dans l'alcoolisation ? Mais aussi : quel type de loisirs les mouvements sociaux et les organisations politiques qui organisent ces événements favorisent-ils ou devraient-ils favoriser ? Dans quelle mesure, les fêtes alternatives peuvent-elles prétendre encore être alternatives ? Quelle alternative offrent-elles ?

Les « fêtes libertaires » n'ont le plus souvent pas grand-chose d'alternatif : elles n'offrent pas d'alternatives de socialisation, de consommation, de loisir... Elles ne sont pas porteuses de l'essence même de la pratique révolutionnaire, tout au contraire. Il y a beaucoup de choses qui peuvent révolutionner l'individu : la culture, la conscience, la pratique révolutionnaire... Par contre, les drogues, les loisirs aliénés endorment les consciences. C'est leur fonction. Ce sont des mécanismes de fuite (et non de confrontation), des outils de contrôle social qui entrent en collision, de plein fouet, avec les idées pour lesquelles nous luttons, pour lesquelles nous tombons.

La nécessité de réunir de l'argent qui sert d'excuse à la vente d'alcool est un argument qui tombe de lui-même ; tout simplement car il n'est pas vrai qu'il « n'y a pas d'argent » : il y en a dès qu'il s'agit de boire ! C'est sûr, pour attirer certaines personnes et augmenter les bénéfices, il est plus facile d'avoir recours à ce produit de consommation courante, de le relooker en lui collant une étiquette politique, que de travailler à renforcer une véritable solidarité autour de ceux qui luttent. C'est, d'évidence, une voie rapide ; mais ce

n'est pas la seule et nous la rejetons pour cela, car nous croyons en la nécessité de créer des réseaux de soutien libres de tout alcoolisme. Toutes les dynamiques collectives et sociales sont difficiles, c'est pour cela que nous y passons du temps et de l'énergie.

Mais nous savons aussi qu'il n'y a pas meilleure façon de prendre conscience, de se transformer, que la pratique, le militantisme. C'est la meilleure façon d'impulser les changements et c'est pour cela que nous avons décidé de ne pas accepter l'argent provenant de la

vente d'alcool pour faire face à la répression. Nous ne voulons pas contribuer au développement de dynamiques collectives que nous croyons pernicieuses pour notre mouvement.

///

EDUCATION ET ANARCHISME

Mon intention est, dans cet article, de réactualiser ce vieux thème dont-il est encore possible de tirer de grands enseignements, surtout par les temps qui courent. Je fais référence aux collectivisations libertaires, tout spécialement l'expérience d'autogestion ouvrière totale ; la plus importante du monde depuis la révolution industrielle, expérience qui, entre autres choses, mit en pratique une éducation bien différente de l'éducation traditionnelle, tant sur ses finalités que par sa philosophie sous-jacente et ses pratiques quotidiennes.

Si les anciens relevaient la tête, ils se retourneraient furieusement dans leurs tombes. Ils croyaient sincèrement que si l'éducation se généralisait dans une société, cette même société irait beaucoup mieux, qu'elle résoudrait ses conflits « ad hoc » et que même la violence disparaîtrait. Aujourd'hui, pratiquement toute la population européenne reçoit une éducation scolaire jusqu'à 15 ou 16 ans, et des millions d'étudiants suivent des études jusqu'à 20 ou 25 ans, voire au-delà.

Cependant, les prévisions enthousiastes de nos prédécesseurs ne se sont absolument pas réalisées. C'est qu'à l'évidence, ils oublièrent quelque chose d'essentiel : toute éducation ne libère pas. L'important n'est pas le volume de l'éducation, mais bien plutôt le type d'éducation délivrée. Il y a l'éducation qui libère, c'est celle qui stimule l'esprit critique. Et, il y a l'éducation qui contraint encore plus l'esprit humain, en appauvrissant la pensée critique.

C'est ainsi que le capitalisme européen a propagé et développé une éducation scolaire dont la finalité basique est, d'une part, de préparer des travailleurs efficaces et disciplinés et, d'autre part, de fabriquer des citoyens dociles et obéissants. C'est bien pour cela qu'il y eut toujours une si violente opposition à toute mise en œuvre d'une éducation libertaire, opposition allant jusqu'à faire fusiller Francisco Ferrer.

C'est en s'appuyant sur l'éducation que les collectivistes libertaires ont

toujours voulu construire une société égalitaire, basée sur la coopération et la solidarité. Parce que, selon les libertaires, la transformation sociale ne peut procéder que d'un changement radical des mentalités au sein de la majorité des membres de la cité ; parce que l'éducation, formelle et non formelle, devrait inévitablement se convertir en un élément basique et fondamental du projet anarchiste.

Comme chacun maintenant le sait, au soulèvement militaire fasciste du 17 juillet 1936, la CNT répondit par la révolution sociale, qui était la conséquence d'une préparation de plusieurs décennies d'éducation libertaire de la classe ouvrière.

En effet, ceux qui fondèrent et élevèrent les collectivisations étaient ceux qui avaient fréquenté les écoles libertaires et avaient reçu une éducation inspirée de l'École Moderne de Francisco Ferrer. Depuis déjà plusieurs générations, les anarchistes espagnols, spécialement à Barcelone, avaient, en effet, mis l'accent sur l'éducation.

C'est pourquoi, et bien que ce fût un phénomène spontané et totalement imprévisible, les collectivisations n'auraient pas été possibles sans les traces laissées gravées par plusieurs décennies d'éducation libertaire chez des milliers de travailleurs et sans la conviction de ce que la transformation radicale de la société ne peut se faire qu'à travers l'éducation et la culture.

N'oublions pas que, comme

Alejandro Tiana l'a écrit, « avant tout, il est important de remarquer que l'anarchisme espagnol a toujours apporté une attention particulière à l'éducation à l'intérieur même de sa stratégie révolutionnaire. Il suffit, pour cela, de rappeler l'ensemble des résolutions sur l'enseignement approuvées par la CNT lors de ses congrès de 1910, 1919, 1931 et 1936 ».

C'était, en définitive, ce type d'éducation libre, coopérative, solidaire et critique que des milliers d'ouvriers anarchistes avaient reçu, qui provoqua et permit, après avoir rencontré les circonstances propices, la mise en œuvre spontanée des collectivisations libertaires qui surgirent alors naturellement.

La plus grande partie du mouvement libertaire espagnol avait mis toutes ses espérances dans la culture et dans l'éducation comme étant les authentiques moteurs du changement social.

De fait, comme l'écrivait il y a quelques années Álvarez Junco, « parmi les anarchistes, la perspective est, en principe, tranchée : chaque militant doit réaliser sa 'révolution intérieure', fondamentalement mentale et intellectuelle, avant de pouvoir légitimement aspirer à transformer la société ..., et c'est seulement quand, grâce à la culture, auront été créés un nombre considérable d'êtres « conscients » de leurs droits et individuellement libérés du militarisme, de la religion, des défauts et de l'ignorance de la société actuelle, qu'une action révolutionnaire tendant à abattre les structures sociales et à les remplacer par d'autres, que ces individus préalablement transformés pourront initier la pratique de la liberté ».

En résumé, nous pouvons dire que la préoccupation pour l'éducation et la culture a toujours occupé une place centrale dans la pensée politique de l'anarchisme espagnol, au point d'en imprégner totalement l'idéologie et même la façon de vivre de ses membres, allant jusqu'à ouvrir des athénées

libertaires, des écoles libertaires à chaque occasion, tout en éditant une infinité de journaux et revues.

Mais il s'agissait d'une éducation qui avait pour objectif final la transformation radicale de la société, et c'est pour cela qu'elle promeut, avant tout, la pensée critique, la liberté et les valeurs d'égalité et de solidarité entre tous les êtres humains.

Et, dès qu'ils en avaient l'occasion, les anarchistes espagnols mettaient en pratique leurs idéaux dans le domaine de l'éducation. Ainsi, ils augmentèrent énormément le nombre de maîtres. Par exemple, dans la commune de Calanda, on passa de huit à dix-huit maîtres, en augmentant le nombre d'élèves de 25 % pour les cours de l'année 1935-1936. Et tout cela – il faut le rappeler – en pleine guerre!

Il faut également savoir que les libertaires avaient contre eux non seulement les militaires rebelles (les franquistes), mais aussi de nombreux politiciens au sein-même du gouvernement de la République, ainsi que dans toute l'Europe. L'émancipation – et la seule idée même d'émancipation – de la classe ouvrière a toujours été un élément d'épouvante et de terreur pour les classes dirigeantes.

Mais l'entreprise éducative des collectivisations ne s'est pas seulement limitée à l'enseignement primaire ou à l'éducation formelle. Elle s'est aussi occupée d'ouvrir des bibliothèques

dans tous les villages collectivisés, de promouvoir des conférences et des débats culturels ainsi que de permettre l'éducation et la culture des adultes par la mise en œuvre de cours et de centres de formation professionnelle. L'essor toucha aussi les crèches et les garderies, étant donnée la nécessité d'accueillir les tous petits pour cause d'incorpora-



tion des femmes dans le monde du travail agricole ou industriel face au manque de main d'œuvre. Par ailleurs, l'art et la culture générale ont aussi fait l'objet d'initiatives diverses et variées, afin de développer une atmosphère riche et stimulante pour l'épanouissement intégral de la population collectiviste (avec l'ouverture d'athénées libertaires, de soirées culturelles, ...).

Finalement, nous ne devrions pas oublier une chose aussi centrale que la conception anarchiste de la culture et ce qu'est l'éducation non formelle qui englobait une série très variée d'activi-

tés comme l'éducation artistique, la connaissance scientifique et culturelle, le développement d'une nouvelle esthétique, le débat sur des sujets d'actualité, l'édition d'œuvres littéraires ou scientifiques, etc. Tout cela fut principalement réalisé par les syndicats de la CNT, les Jeunesses Libertaires, le collectif féministe des Femmes Libres et les Athénées Libertaires, et toujours selon une conception de la culture et de l'éducation comme instruments de libération des classes laborieuses.

Cette dynamique a, donc, toujours été – et continue de l'être – l'un des objectifs principaux des anarchistes : propager une éducation réellement libre, coopérative et

solidaire qui puisse radicalement transformer la société, face à l'école officielle qui, contrairement à ce qu'elle prétend être, en est justement l'exact opposé, car l'école officielle ne vise qu'à reproduire les inégalités sociales – et l'idée qu'elles sont naturelles – afin de perpétuer la société actuelle – inégale et injuste. En être conscient est d'un grand intérêt, surtout de nos jours, face à ce que le néolibéralisme met en application sur toute la planète avec tant de succès.

Traduction d'un article d'A. Ovejero B. (CNT) //

ETHNO-REGIONALISME

À la suite de l'article « *Un essentialisme méridional* » (n°148), nous avons reçu plusieurs courriers. Il ne nous est matériellement pas possible de les publier tous. Par ailleurs, certains points soulevés méritant approfondissement, nous avons également sollicité des compléments. Nous poursuivrons donc, sous une forme ou une autre, le débat sur le sujet. Dans un premier temps, nous publions la contribution de compagnons landais.

Les articles du journal n°148 de février-mars 2016 ont, à nos yeux, un niveau intéressant. Les positions nous paraissent fondamentalement justes. Sur l'article

concernant le régionalisme, peut-être plus centré vers les régions méridionales qu'à l'ouest, voici quelques points de vue complémentaires.

PATOIS INTERDIT À L'ÉCOLE : BONNE CHOSE ?

Le problème du patois, c'était une localisation historique de la langue pour se comprendre à l'échelle de la zone de vie (habitat et zone de déplacement possible). Et le fait que c'était la seule manière de se comprendre par les mots sur une zone définie et restreinte. Le but premier d'une langue consiste bien à se comprendre les un(e)s les autres.

L'augmentation de l'efficacité des moyens de déplacement et de commu-

nication, l'extension de la zone géographique de communication a juxtaposé des dialectes plus ou moins incompatibles à la compréhension mutuelle sur la zone géographique plus étendue. Donc, non le patois n'est pas forcément une bonne chose suite au développement de l'environnement technique et humain.

Après, à voir comment et pourquoi l'évolution des parlers est traitée par les pouvoirs. Marche naturelle des choses ou bien répressions/promotions (école, administrations,...) ?

CAUSE DE LA DISPARITION DES PATOIS ?

Le développement progressif de véhicules, des transports, du commerce, des télécommunications ont pesé, à nos yeux, très lourd dans la disparition des patois. Et il est bien nécessaire de reconnaître que le pouvoir nationaliste institué a utilisé la répression au moyen de l'institution scolaire pour faire disparaître, dans l'école, l'usage du patois entre les jeunes générations.

Il nous faut aussi reconnaître, que, dans certaines régions, malgré tout, le patois a continué longtemps à être parlé dans les maisons, bien au-delà de l'installation du français, notamment en milieu rural, sur les marchés, dans les petites localités, les quartiers et en famille. Jusqu'à aujourd'hui, d'ailleurs dans certains coins de France.

On peut aussi constater qu'avec la mise en place de la « décentralisation émanant de l'Etat français », les nouvelles féodalités départementales et régionales, encore plus celles dirigées par les politiciens de gauche, ont fortement surfé sur les idéologies régionalistes pour renforcer leur pouvoir départemental et régional. A coup de subventions prélevées sur les contribuables.

**J.M. DÉGUIGNET (1834-1905),
LIBÉRÉ DE LA LANGUE BRETONNE**

Selon la citation en page 11 du numéro 148 d'A ! On pourrait s'amuser à caricaturer en remplaçant dans son texte, les mots « régionalistes » et « coquins » par l'expression « nationalistes » pour se rendre compte qu'on peut transposer exactement le même raisonnement fait au niveau du territoire régional (breton ou autres) vers un raisonnement agrandi au niveau du territoire de la France entière (ou autres

nations). Ce qui donne ceci :

« (...) ces nationalistes (...) travaillent (...) à parquer les exploités en s'efforçant, en recommandant à leurs sous-ordres, petits curés et petits maîtres d'écoles, de maintenir parmi les enfants, petits et grands, la langue [nationale] et les vieilles mœurs [nationales] dans ces mœurs sauvages, et tant qu'ils ne pourront lire que des livres [nationo-phones] (...) ceux-ci resteront dans l'abrutissement, dans l'avachissement et dans l'imbécillité, c'est-à-dire dans les meilleures conditions possibles pour être exploités sous toutes les coutures. » Voilà qui ne s'appliquerait plus seulement aux régionalistes.

L'IMPOSITION DE LA LANGUE UNIQUE, NATIONALE, À L'ÉCHELLE D'UN TERRITOIRE : UNE BONNE CHOSE ?

Le problème d'une langue nationale comme le français ou autres, c'est aussi qu'elle constitue un outil au service du pouvoir et du nationalisme. Sur un territoire limité : le territoire national. Si la nécessité de se comprendre est résolue au niveau d'un territoire plus étendu (par rapport à celui du patois), le problème regrettable de la centralisation du pouvoir grâce à la langue et le problème louable de se comprendre au niveau de la planète, n'en sont pas pour autant résolu.

Ajoutons : est-ce que l'utilisation de la langue nationaliste anglo-américaine au sein d'organisations antiautoritaires, anarchosindicalistes, révolutionnaires est cohérente, dans la mesure où cette langue qui s'autodéclare internationale, pour exercer son influence nationale et imposer son système économique national et son pouvoir national au monde, constitue vraiment une solution de communication anationale qui puisse repousser l'utilisation d'une langue au profit des tenants du pouvoir de décider à la place des autres ? Alors qu'il existe des solutions alternatives ayant fait leurs preuves anationales.

L'INTÉRÊT D'UNE LANGUE, C'EST QUOI ?

C'est de se constituer en outil pour établir la communication horizontale entre tous les êtres humains. Sans que des aspirants au pouvoir n'exploitent l'outil à leur profit. Alors, comment on fait concrètement, englués que nous sommes dans l'utilisation de la langue française et anglo-américaine ? C'est-à-dire englués dans les mêmes mécanis-

mes que les régionalistes... au niveau de la nation française, dans une dérive identitaire, au moins linguistique, par rapport à d'autres nations, dérive toute aussi dangereuse que les dérives régionalistes. Alors qu'il existe des solutions linguistiques permettant d'éviter le problème nationaliste.

Le raisonnement peut aussi être transposé à celles et ceux qui utilisent un système informatique, propriété privée de puissantes sociétés capitalistes, dotés de secrets commerciaux, alors qu'il existe des systèmes informatiques libres hors des buts lucratifs, dont le code source est ouvert et public pour éviter les entourloupes techniques.

MANIPULÉS, MANIPULATEURS ?

Certain(e)s régionalistes qui font ce choix, le font par rejet du nationalisme institué à l'échelle d'un territoire. Soit sans se rendre compte des tenants et aboutissants (manipulé(e/s) car ils sont centrés sur la recherche d'une convivialité et d'une liberté de proximité, sans se rendre compte qu'ils vont contribuer à reconstituer à l'échelle de leur région ce qu'ils rejettent à l'échelle de la nation instituée. Soit en toute connaissance de cause (manipulateurs-trices), dans un vrai esprit nationaliste régional avec conquête du pouvoir régional indépendant (indépendantiste ou pas) du pouvoir national institué.

Le problème, chez les autres (les régionalistes), n'est donc pas aussi simpliste qu'il y paraît. Surtout si l'on se tourne un peu vers nos propres comportements d'anarchosindicalistes.

PATRIMOINE HISTORIQUE HUMAIN :

Par ailleurs, les langues anciennes, les patois, les dialectes inventés par l'humain ne possèdent-ils pas une valeur historique utile à conserver en mémoire (humaine ou autres supports) pour une meilleure compréhension de l'histoire par nous-mêmes ? Ou encore pour une compréhension par les générations futures ? Si oui, il est quand même utile de le préciser, sauf à vouloir faire table rase du passé au risque de générer l'ignorance.

24/02/2016
interco.landes@free.fr



Le logement des jeunes

Parmi les problèmes que rencontrent les jeunes, il en est qui ont leur importance. Parmi elles, l'accès au logement. Avec le fait que pouvoir se nourrir, se loger est un besoin fondamental. Il est nécessaire et important que tout un chacun puisse avoir un toit sur la tête pour le protéger, pour dormir au chaud, avoir une hygiène décente, être en sécurité. Tout cela on peut le retrouver et le créer dans un logement digne de ce nom.

Notre belle France considérée comme l'un des pays les plus riches du monde, compte dans sa population beaucoup de personnes en difficultés financières. Parmi elles, on peut citer les jeunes (population entre 18 et 30 ans, dont je fais personnellement partie). Cette jeunesse, hier à majorité ouvrière, a laissé place ces dernières décennies à une population de plus en plus étudiante. A côté d'eux, on trouve toujours bien sûr une large partie de salariés et de chômeurs (tous n'ayant pas accès à la scolarité ou au monde du travail).

Dans tout les cas, quel que soit son parcours, on se rend vite compte que souvent être jeune, c'est aussi être précaire. Cette période de vie demande des nerfs assez solides, il faut s'accrocher, mordre, lutter pour avancer, pour se construire et rentrer dans la vie adulte... la couleur est annoncée ! Selon une étude de 2012 (CSA), 75 % des jeunes locataires sont en plein dans la vie active et ont un logement. A côté de ceux-

là, près d'un tiers continuent à vivre chez leurs parents, certains jusqu'à 30 ans. Un chouette départ (ou pas !) pour accéder à l'indépendance, vivre en couple, se sentir grandir, faire des projets personnels... vous trouvez pas ? Ici, pas vraiment de « choix », quand on regarde les chiffres, ce sont en grande majorité les jeunes qui ont réussi à trouver un emploi stable qui peuvent s'offrir le « luxe » d'habiter chez « eux ».

Habiter, c'est un grand mot, c'est avoir un domicile, résider quelque part, avoir une adresse (au niveau administratif, ce n'est pas négligeable), mais c'est aussi y vivre ! Y vivre pleinement, y faire ses choix, les assumer, ne pas dépendre d'autrui. Parfois, c'est soulager les parents, qui, eux aussi ne souhaitent en général que notre bonheur et nous voir nous épanouir, et qui peuvent connaître la précarité et ne pas toujours pouvoir nous héberger à durée indéterminée.

Pour parer à ces difficultés, de nombreux jeunes ont recours à des alternatives variées, qui restent souvent précaires : chambres étudiantes, foyers de jeunes adultes, colocations ou encore squatt.

Les garanties demandées pour accéder à un logement sont considérables, et deviennent vite des obstacles. La constitution d'un dossier relève parfois du parcours du combattant, sans parler des frais financiers engendrés, soumis à la merci d'un marché immobilier en

constante hausse, comme on peut le lire dans les études de Driant et Fauvet, qui traitent de ce sujet. Ensuite, une fois le logement occupé, encore faut-il pouvoir l'occuper de façon stable, hors environ 57 % de jeunes ne disposent d'aucune aide au logement et il reste encore de nombreux logements insalubres (humides, mal chauffés, etc.), et surtout, pour le plus grand nombre, c'est l'emplacement (trop loin du centre-ville) ou la taille qui posent problème. Ces situations engendrent stress, angoisse du lendemain, de l'avenir. Certains vont même jusqu'à cumuler les emplois, les études et le travail de nuit, acceptant certaines propositions d'embauche sortant du salariat ordinaire, etc. sans citer tout les secteurs qui recrutent au rabais.

Pour les aides de l'Etat, il faut rappeler qu'elles ne couvrent pas la totalité des frais et les conditions d'attribution les rendent très instables. Le calcul est vite fait ! Oui, entrer dans la vie active, cela a un coût, et parfois un goût, celui du sacrifice à l'heure où les jeunes investissent jusqu'à trois fois plus que leurs parents au même âge pour accéder à un logement.

Louise //

Gardez le lien

facebook cnt-ait toulouse :

<https://www.facebook.com/Cnt-ait-toulouse-officiel-186830011469841/>

Twitter @cntaittoulouse:

<https://twitter.com/cntaittoulouse>

<http://seenthis.net/people/anarchosyndicalisme>

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 TOULOUSE

contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10 €

Abonnement de soutien : 20 € ou plus

Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémy,
31000 Toulouse

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS
RESERVE D'ÊTRE SUIVIE DE LA MENTION :

« Anarchosyndicalisme ! n°149,
cntaittoulouse.lautre.net »

PANAMA PAPERS

Vous n'avez pas pu passer à côté de cet événement. Si, en dehors de naïfs pathologiques, tout le monde sait (ou pour le moins soupçonne) que les riches et les puissants trafiquent, magouillent, détournent et escroquent... les « papiers » du « *Panama papers* » viennent d'en apporter une preuve de poids : 11,5 millions de fichiers récents du cabinet panaméen Mossack Fonseca, spécialisé dans la domiciliation de sociétés offshore et autres montages plus que douteux, viennent d'être tirés du secret par des hackers.

Des fuites de documents similaires ont eu lieu depuis une dizaine d'année. C'est une succession de révélations qui ont impliqué le Luxembourg ou la Suisse par exemple. Mais l'affaire des Panama Papers est la plus grosse de celles mises à jour. Les archives du cabinet Mossack-Fonseca couvrent la période de 1977 à 2015. On est donc en pleine actualité.

**« IL N'Y A PLUS DE PARADIS FISCAUX. »
NICOLAS SARKOZY, 23 SEPTEMBRE 2009**

Comme après chaque scandale, on va certainement nous promettre de « moraliser » le capitalisme, ou du moins de lancer une grande opération « mains blanches »... La France vient dans la précipitation de remettre le Panama, sur sa liste des pays noirs des paradis fiscaux... Elle l'en avait sorti il n'y a pas si longtemps, prouvant ainsi que ces décideurs soit sont des incompetents (s'ils ont cru au discours des banquiers panaméens) soit des corrompus.

Pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'endroits qui, à des degrés divers, de la Suisse à l'Andorre ou au Panama offrent des systèmes fiscaux avantageux et disposent d'institutions bancaires des plus discrètes. Cela permet à ceux qui en ont beaucoup, de « nettoyer » de l'argent très sale, de planquer des fortunes, d'échapper aux impôts.

Panama Papers ou pas, il n'y aura donc aucune moralisation à attendre. Mais ce scandale offre à tous ceux qui veulent lutter contre le système des arguments solides.

IL Y A DEUX FAÇONS DE VIDER LES CAISSES

On peut vider les caisses publiques de deux façons : soit en dépensant trop, soit en ne les remplissant pas assez.

Alors que toute la stratégie politico-médiatique dans ce domaine consiste en une attaque frontale contre l'excès (totalement supposé) de dépenses sociales sous toutes ses formes, on voit avec les *Panama Papers* qu'en fait, si les caisses sont vides, c'est que les plus riches refusent catégoriquement d'y verser leur contribution. L'ampleur de la fraude dévoilée (qui n'est, soyons en sûrs, qu'une partie minime de la fraude totale) montre que c'est là une cause essentielle du fameux déséquilibre budgétaire, prétextes à toutes les restrictions.

Quand à l'explication selon laquelle le niveau de pression fiscale serait en cause, elle est fautive. On connaît la plainte permanente des plus riches : ils payent trop d'impôts. Si seulement la pression fiscale était plus raisonnable, nous susurrent-ils, ils s'en acquitteraient avec plaisir. Mais, comme cette pression est trop forte, soit ils s'exilent (le patriotisme a ses limites), soit, ils sont contraints de frauder. Le scandale des *Panama Papers* montre toute la vacuité de cet argument : les affairistes, les fraudeurs mis en cause viennent de tout les pays, y compris de pays où la pression fiscale est faible.

GARDEZ VOS LEÇONS DE MORALE

Parmi les personnalités attrapées la main de le sac, on ne manquera pas de relever le grand nombre de politiques, ceux-là même qui tancent en perma-

nence les pauvres pour leurs exigences (alors qu'il suffit, d'après eux, de trois fois rien pour vivre) et qui lancent des « chasses au fraudeurs », à la condition expresse que cela ne concerne que les fraudes de bas étage.

Sachons leur rappeler, et rappeler à leurs mandataires spécialistes en contrôles tatillons, que les principaux fraudeurs, ce sont eux-mêmes ! Qu'ils gardent pour eux leurs leçons de morale.

L'ARGENT MONDIALISÉ DU FN

Dès le dévoilement des premiers éléments des *Panama Papers*, la direction du FN s'est empressée de nier toute implication dans l'affaire. C'est sûr que, pour des démagos de cette trempe, toujours enclins à dénoncer la corruption des autres, ça ferait mauvais genre d'être impliqués là dedans. Ce qui fait encore plus mauvais genre c'est qu'on y retrouve le nom de Jean-Marie Le Pen. Il a, d'après la presse, sorti de France de grosses sommes d'argent en utilisant plusieurs réseaux dont le réseau panaméen. Quand au FN lui-même et à sa présidente Marine Le Pen, ses dirigeants nient en bloc avoir fait quoi que ce soit d'illégal. Quoiqu'il en soit, il est établi que des proches de la présidente ont fait sortir de l'argent par des montages complexes passant par Hong Kong, le Luxembourg ou Singapour, et tout ça géré par Mossack-Fonseca depuis le Panama. Si le montage est assez complexe pour brouiller les pistes, il fait toute la clarté sur une manière de gérer le capital du parti d'extrême droite, aux antipodes du projet politique de ce parti, lequel passe son temps à revendiquer un repli national et à dénoncer la mondialisation coupable, selon lui, de la déchéance de la France. Une mondialisation qui se révèle quand même bien utile quand il s'agit de « gérer » son patrimoine... //